

1 novembre 2013

PERSPECTIVES SUR LE SECTEUR AGRICOLE CANADIEN

Récoltes exceptionnelles et baisse des prix des aliments pour animaux incitent à l'optimisme

Points saillants

- L'année 2013 devrait être une bonne année pour le secteur agricole canadien, le volume des récoltes étant en bonne voie d'inscrire de fortes hausses à la faveur de conditions climatiques favorables.
- Les récents reculs des prix des céréales ont toutefois quelque peu terni les rendements financiers, même si les éleveurs de bétail devraient profiter d'une baisse des coûts des aliments pour animaux. Les volumes de production élevés devraient également entraîner des difficultés accrues liées au transport et au stockage des récoltes exceptionnelles.
- Nous nous attendons à ce que, dans la plupart des secteurs, les prix se maintiennent près de leurs niveaux actuels pour les prochaines années tandis que des tensions sur les coûts s'atténueront dans certains secteurs. Le portrait d'ensemble reste donc relativement positif.
- Les perspectives d'une expansion durable à long terme du système d'approvisionnement alimentaire canadien dépendent de plus en plus du commerce mondial, ce qui est révélateur d'une nouvelle orientation de la croissance mondiale vers les marchés émergents et des efforts importants du gouvernement fédéral pour conclure des ententes de libre-échange comme celle récemment annoncée entre le Canada et l'Europe. Dans ce contexte, la productivité du secteur agricole est encore plus essentielle à sa réussite future.

Dame Nature s'étant montrée clémentine en 2013, les fermiers canadiens profitent d'une année exceptionnelle, particulièrement dans la ceinture céréalière de l'Ouest. Toutefois, le repli des prix des céréales et des graines oléagineuses, ainsi que certaines difficultés logistiques accrues liées au transport et au stockage des volumes exceptionnels, ont quelque peu terni les prévisions de rendements pour les récoltes. Par contre, la baisse des prix des aliments pour animaux a contribué à accroître les marges des éleveurs de bétail d'un océan à l'autre. Dans l'ensemble, ceux-ci ont été aux prises ces dernières années avec une conjoncture plus difficile que celle qu'a connue le secteur des cultures.

S'il est toujours difficile de prévoir les conditions de croissance, il semble que l'on peut s'attendre à une période de calme relatif en ce qui a trait aux prix et aux coûts pour les deux prochaines années. Les facteurs fondamentaux permettent de penser que les prix de la plupart des produits de base se maintiendront près de leurs niveaux actuels et que ceux du blé et des bovins devraient

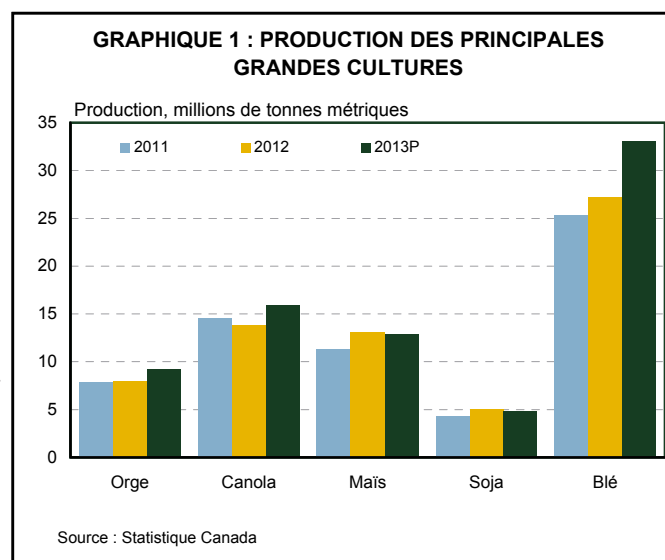


TABLEAU 1 : PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES
(2012-2013, var. en %)

	Canada	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qué.
Orge	15.4	9.3	41.7	10.9	-18.4	-7.1
Canola	15.1	2.3	24.2	24.5	-24.0	-10.6
Maïs	-0.9	99.7	s.o.	-0.3	-1.6	2.7
Soja	-5.3	s.o.	s.o.	18.0	-13.2	-1.2
Blé	21.4	18.8	25.6	15.5	26.4	17.2

Source : Prévisions de Statistique Canada, septembre 2013.

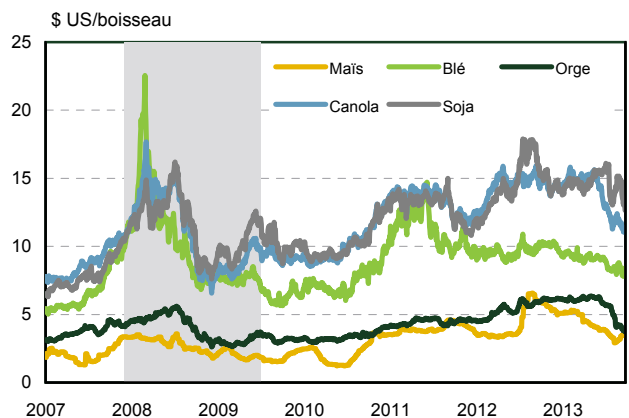
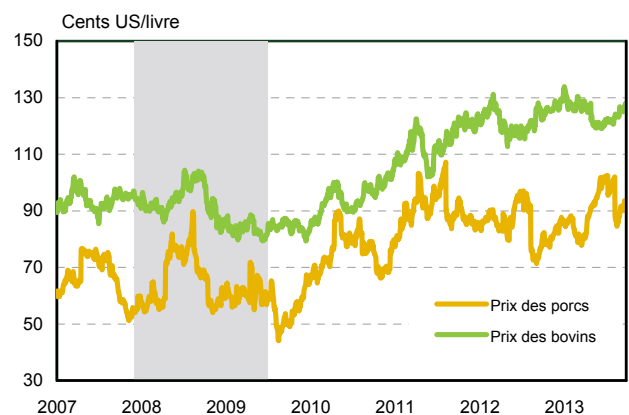
être les plus favorisés à court terme. De plus, alors que nous avons assisté ces dernières années à une importante hausse des coûts des intrants, les pressions à la hausse sur un certain nombre d'intrants importants (coûts d'emprunts, engrais, énergie) devraient être limitées.

Cela dit, ces perspectives à court terme plutôt favorables cachent de grands changements structurels qui se poursuivent sans faire de vagues; or, ces changements auront d'importants effets sur les activités et les finances des exploitations agricoles. La possibilité de nouveaux accords de libre-échange, l'importance croissante des marchés émergents, le vieillissement de la population et l'imprévisibilité de plus en plus grande des conditions climatiques, notamment, poseront des défis, mais ouvriront aussi des possibilités pour les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'alimentation en général.

Des récoltes exceptionnelles prévues pour 2013

La publication des prévisions de Statistique Canada pour la production des principales grandes cultures en octobre 2013 a révélé que les conditions climatiques et une humidité suffisante ont travaillé de concert pour produire une excellente saison de croissance cette année. Les fermiers canadiens s'attendent à une augmentation de la production de la majorité des cultures, à commencer par une hausse de 21 % pour le blé, qui atteindrait ainsi son plus haut niveau depuis plus de 20 ans. D'autres produits de base, comme le canola, l'orge et l'avoine, suivent de près. Parmi les principales cultures, seul le soja semble être en voie d'inscrire un fort repli par rapport à l'année dernière. La production de maïs devrait quant à elle rester stable.

On s'attend à ce que la production de blé soit en hausse dans l'ensemble du pays, mais plus particulièrement dans les provinces de l'Ouest. Cette vigueur régionale se vérifie aussi pour d'autres cultures : la production de l'orge, par exemple, devrait augmenter de pas moins de 42 % en Saskatchewan seulement. Par ailleurs, alors qu'on prévoit une baisse de la production de soja à l'échelle nationale, les fermiers manitobains anticipent quant à eux une hausse de 18 % dans ce segment cette année. En Ontario, les rende-

GRAPHIQUE 2 : PRIX DES CULTURESRemarque : Les zones ombrées représentent des périodes de récession économiques
Source : WSJ**GRAPHIQUE 3 : PRIX DU BÉTAIL**Remarque : Les zones ombrées représentent des périodes de récession économique
Source : WSJ

ments sont contrastés. Le blé y a inscrit des gains importants (+26 %), tandis que les récoltes de maïs et de canola seront vraisemblablement en recul (-1,6 % et -24 %, respectivement). Au Québec, la situation était semblable, la vigueur observable dans le blé étant contrebalancée par des baisses dans d'autres cultures.

Malgré les bonnes conditions de croissance générales, trois facteurs sont venus assombrir le portrait de la situation au cours des derniers mois. Tout d'abord, la baisse des prix neutralise en partie les effets des bonnes récoltes cette année. La production mondiale de blé, dopée par la production de la région de la mer Noire et du Kazakhstan, est en voie d'inscrire une solide hausse de 8 % cette année, ce qui exerce une importante pression à la baisse sur les prix à l'échelle mondiale. Le fort rendement de la culture du

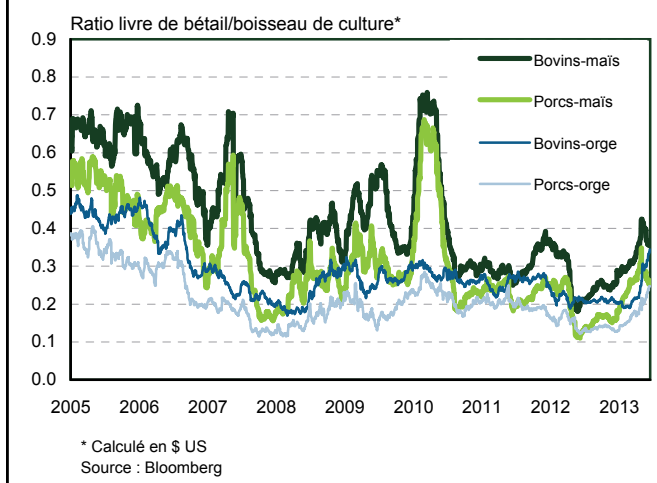
soja en Amérique du Sud ainsi que de solides perspectives pour la récolte du canola canadien ont fait plonger les prix des oléagineux. Cette tendance à la baisse s'est accélérée au cours de l'été. C'est cependant le prix de l'orge et du maïs qui a subi les plus importants replis depuis le début de l'année. La glissade de l'orge est due à une forte croissance de l'offre, tandis que la baisse du maïs s'explique à la fois par une offre excédentaire en Amérique du Nord et par la baisse des prévisions de demande d'éthanol. Les prix de la majorité des grandes cultures étaient relativement vigoureux en début d'année civile, mais ils ont dernièrement été ramenés dans la moitié inférieure de leur fourchette des cinq dernières années. Le prix du maïs, par exemple, a dégringolé de 50 % depuis le début de l'année, alors qu'il avait augmenté de 75 % au cours des deux dernières années.

La qualité des récoltes a également suscité certaines craintes cette année. Mentionnons en particulier le cas du blé de printemps canadien dont la teneur en protéines semble plus faible que d'habitude. Cette situation le rendra moins attrayant pour de nombreux acheteurs à l'échelle mondiale, ce qui fera baisser les prix obtenus sur les marchés internationaux. La baisse de qualité du blé nuit également aux marchés de l'orge et du maïs, le blé de qualité inférieure étant utilisé comme substitut d'aliments pour animaux.

Enfin, la croissance des volumes de production et d'exportation a causé certains problèmes logistiques aux fermiers canadiens, qui sont nombreux à faire des pieds et des mains pour trouver des espaces de stockage adéquats. Résultat, les coûts grimpent et les fermiers laissent les récoltes s'accumuler sur leurs terres. À cela s'ajoute le fait que vu la décision récente de l'industrie pétrolière canadienne de transporter du pétrole brut plus profitable par rail vers les importants marchés des États-Unis, la concurrence pour l'accès aux wagons de transport pourrait s'intensifier et faire augmenter les coûts du transport.

Malgré tout, nous pensons que les avantages d'une hausse de la production l'emporteront sur les effets de la baisse des prix et que 2013 sera une excellente année pour les cultivateurs. Les données du premier trimestre de 2013 sur les recettes monétaires agricoles laissent du reste penser que l'année a bien commencé pour les cultures (+13 % sur 12 mois). Dans ce secteur, la croissance des recettes monétaires pourrait avoir du mal à maintenir un rythme de plus de 10 % tout au long de l'année. Nous prévoyons néanmoins toujours une solide année de croissance et des revenus supérieurs à la moyenne.

GRAPHIQUE 4 : PRIX DES ALIMENTS POUR ANIMAUX PLUS FAVORABLES EN 2013



Des hausses de prix profitables aux éleveurs

Contrairement à ce qui se passe dans le secteur des cultures, les recettes monétaires des éleveurs sont plus susceptibles de s'accélérer au cours des prochains mois. Au premier trimestre, les recettes des éleveurs ont inscrit une modeste hausse de 2 % comparativement aux niveaux de l'année dernière, surtout en raison des gains enregistrés par le secteur des bovins et le secteur soumis à la gestion des approvisionnements. Après 5 à 6 années de réduction des cheptels, le nombre de porcs et de bovins s'est stabilisé dans les fermes canadiennes et les deux types de cheptels ont commencé à augmenter légèrement par rapport à l'année dernière. Qui plus est, les prix des porcs et des bovins ont résisté à la tendance observée ailleurs et se sont raffermis au cours des derniers mois. La réduction de l'offre de bovins aux États-Unis et, dans une moindre mesure, de porcs a soutenu les prix en Amérique du Nord. Par ailleurs, la demande croissante des marchés émergents pour le bétail, et en particulier le bœuf, a contribué à la hausse des prix. Les fermiers canadiens ont réagi à cette croissance de la demande en multipliant presque par deux les exportations de bovins (en valeur) vers les marchés asiatiques depuis le début de l'année.

Les éleveurs ont vu leur chiffre d'affaires profiter de l'amélioration de la tarification et des exportations et ils ont été avantagés par le recul des prix des céréales. Les aliments pour animaux représentent la principale dépense pour les éleveurs, absorbant environ 36 cents par dollar de revenu selon le Western Beef Development Centre. Attestant la croissance des marges, le rapport entre les prix des bovins

et des porcs et ceux du maïs suit une courbe ascendante depuis le début de 2012, tandis qu'entre les bovins et l'orge, le rapport des prix a atteint un sommet en sept ans.

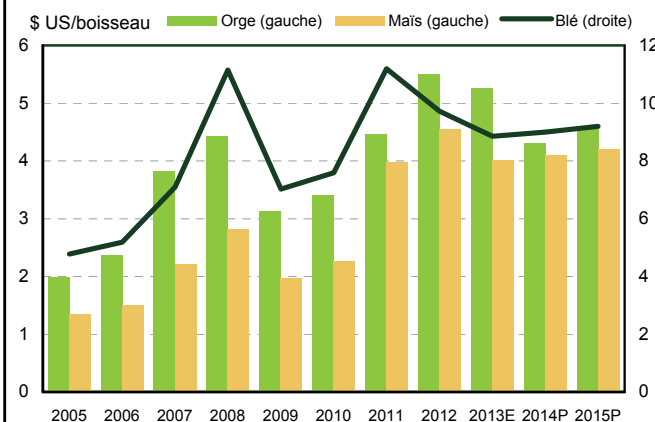
La règle américaine sur la déclaration du pays d'origine représente un risque majeur pour le secteur de l'élevage et impose un fardeau aux éleveurs canadiens et mexicains dont le bétail fait l'objet d'une discrimination sur le marché américain. On estime que cette règle inflige, chaque année, des pertes financières de l'ordre de 500 millions de dollars à l'industrie du porc au Canada et de 650 millions de dollars au secteur du bétail. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est prononcée contre la règle en 2011, exigeant que les dirigeants américains modifient leur loi. Les États-Unis ont toutefois réagi en apportant des changements qui menacent d'imposer des droits encore plus élevés sur les produits importés du Canada, soit de 45 \$ à 50 \$ par tête de bovin en plus des 25 \$ à 40 \$ estimés selon la règle précédente. Le gouvernement fédéral canadien envisage maintenant d'imposer des mesures de rétorsion de 7 milliards de dollars contre les importations des États-Unis, et notamment une surtaxe de 100 % sur un certain nombre de produits ciblés. Le fardeau de la règle de déclaration du pays d'origine a fortement incité les éleveurs de bétail canadiens à chercher des occasions d'exportations dans d'autres régions, comme les pays émergents d'Asie.

La stabilité pour la plupart des prix agricoles

Deux variables financières sont presque impossibles à prévoir avec précision : les produits de base et les devises. C'est particulièrement vrai dans la période actuelle où les risques économiques mondiaux et la volatilité financière sont élevés. Cela dit, nous faisons de notre mieux pour évaluer les principaux facteurs fondamentaux afin de nous forger une opinion de l'évolution des prix au cours des deux ou trois prochaines années.

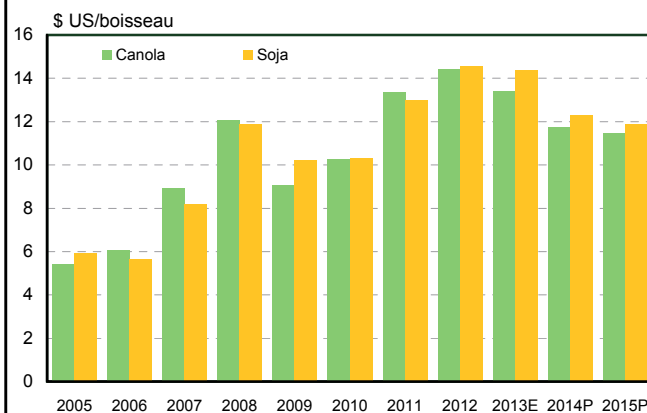
Nous nous attendons à ce qu'un raffermissement de la croissance économique mondiale dans les prochaines années soutienne la consommation d'aliments et d'autres produits de base. Mentionnons particulièrement l'Europe, qui émerge de six trimestres de récession, et l'économie américaine, dont la reprise semble plus installée. Mis ensemble, ces facteurs pourraient avoir un effet de contagion sur les exportations et les taux de croissance économique d'importants partenaires commerciaux, dont le Canada. La Chine et d'autres économies émergentes ont subi un ralentissement ces dernières années, mais la plupart continuent de croître à un taux robuste. Les revenus des ménages des marchés

GRAPHIQUE 5 : PRÉVISIONS SUR LES CULTURES



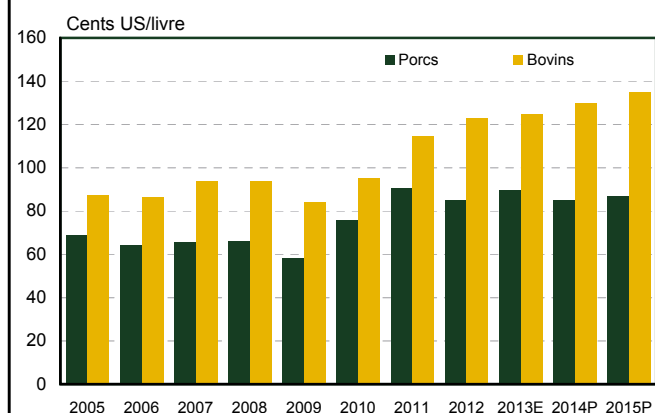
Source : WSJ; Prévisions des Services économiques TD, octobre 2013

GRAPHIQUE 6 : PRÉVISION DES PRIX DES OLÉAGINEUX



Source : WSJ; Prévisions des Services économiques TD, octobre 2013

GRAPHIQUE 7 : PRÉVISION DES PRIX DU BÉTAIL



Source : WSJ; Prévisions des Services économiques TD, octobre 2013

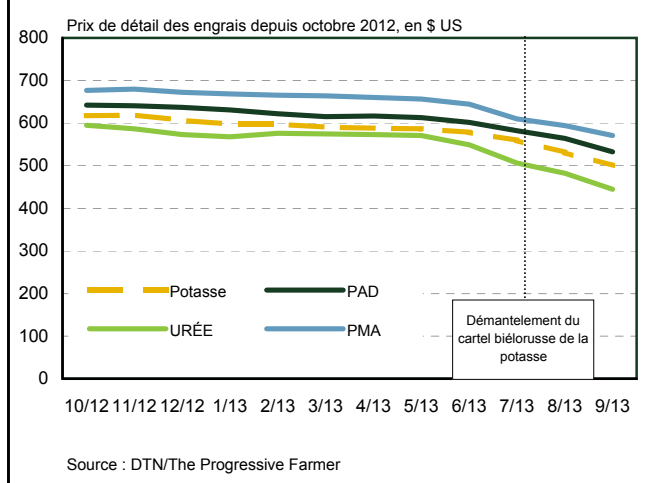
émergents continueront vraisemblablement de converger vers ceux des pays développés au cours des prochaines années, la consommation de viande augmentant et celle du riz diminuant dans les régions comme l'Asie.

À l'échelle mondiale, les prix des produits agricoles sont fixés en dollars américains. Ainsi, des variations de la valeur du billet vert peuvent avoir une incidence sur les prix réels reçus par les fermiers canadiens. La probabilité que la Réserve fédérale américaine commence à réduire le montant actuel de ses mesures expansionnistes au début de 2014 est forte, ce qui aura vraisemblablement pour effet de faire grimper la valeur du dollar américain sur les marchés internationaux. Toutes choses étant égales par ailleurs, ce phénomène peut peser sur les prix de référence en dollars américains. Par contre, le dollar canadien devrait baisser dans une fourchette de 90 à 95 cents américains au cours des prochaines années, ce qui devrait fournir une protection au secteur agricole canadien.

Vu ces forces contraires, nous pensons que les prix de la majorité des produits de base se tiendront près de leurs niveaux actuels. Dans l'ensemble, les prévisions relatives aux stocks de fin d'année de la plupart des cultures ne devraient être ni particulièrement élevées, ni particulièrement basses. Pour ce qui est des cultures, le resserrement est un peu plus prononcé dans le marché mondial du blé, malgré les solides gains de production prévus cette année. Nous nous attendons donc à ce que les prix du blé restent au niveau de leur moyenne supérieure des dix dernières années et surpassent les récoltes moyennes de référence. Dans d'autres secteurs, les prix pourraient continuer de baisser graduellement en raison des bonnes récoltes et de l'offre abondante de cette année. Les prix du maïs et de l'orge pourraient toutefois faire exception et combler une partie du terrain perdu cette année compte tenu du transfert de la superficie plantée vers d'autres secteurs, ce changement contribuant à régler le problème de surabondance de l'offre actuelle. L'écart entre les prix de l'orge et du maïs s'est réduit pour atteindre, récemment, de faibles niveaux où ils ne sauraient se maintenir, ce qui permet de présager une plus forte progression des prix de l'orge à court terme. Il existe cependant un risque de baisse des prix du maïs alimenté par des rumeurs sur la réduction de près de 16 % du mélange obligatoire d'éthanol-carburant pour l'année prochaine aux États-Unis, ce qui pourrait aussi toucher les prix de l'orge.

Dans le secteur de l'élevage, la réduction de la taille des cheptels américains ainsi que les perspectives d'une crois-

GRAPHIQUE 8 : TENDANCE À LA BAISSÉ DES PRIX DES ENGRAIS



sance plus rapide des revenus à l'échelle mondiale laissent présager de nouvelles hausses des prix des bovins. Alors que ces facteurs pourront vraisemblablement aussi favoriser le marché du porc, un approvisionnement en croissance des troupeaux de porc en Amérique du Sud devrait limiter la hausse du prix de ceux-ci à court terme. Malheureusement, comme nous l'avons déjà mentionné, les changements apportés à la réglementation sur la déclaration du pays d'origine aux États-Unis menacent d'exclure du marché américain un plus grand nombre d'exportations de produits non traités à base de viande et de chair de volaille d'origine canadienne. Reste à espérer qu'une résolution répondant aux préoccupations du Canada pourra être adoptée dans les prochains mois.

Peu de pressions sur les coûts en vue

Les coûts des intrants d'un bon nombre de secteurs pourraient baisser en même temps que les prix.

- *Engrais.* – Les prix des engrais reculent depuis quelques mois (voir le graphique 8), faisant ainsi état de ce qui s'est passé dernièrement dans le secteur de la potasse. La dissolution du cartel biélorusse et la décision de commencer à privilégier les volumes (plutôt que les prix) ont provoqué une baisse des prix de la potasse, baisse qui s'est répercutée dans l'ensemble du marché des engrais. En 2014, nous nous attendons à ce que les prix des engrais enregistrent une baisse annuelle moyenne par rapport à 2013.
- *Tension sur les salaires.* – Le salaire horaire moyen dans le secteur canadien de l'agriculture a enregistré une croissance négligeable cette année. Les bonnes récoltes de

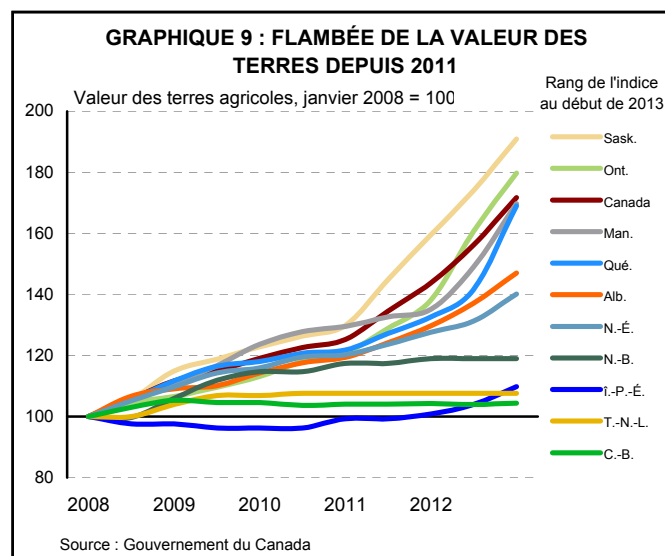
cet automne pourraient faire grimper les salaires à court terme, en particulier dans l'Ouest canadien où il y a une relative pénurie de la main-d'œuvre. Il n'en demeure pas moins que même dans le marché de l'emploi des Prairies, qui connaît la croissance la plus rapide, les gains des salaires horaires restent limités

- **Énergie.** – Les hausses importantes qui se poursuivent dans la production américaine de pétrole brut et de gaz naturel imposeront vraisemblablement un plafond aux prix de l'énergie à moyen terme. Nous nous attendons par ailleurs à ce que les prix du pétrole brut reculent par rapport à leurs niveaux actuels, en partie sous l'effet de la hausse du dollar américain, avant que ceux-ci remontent quelque peu en 2015. Dans l'ensemble, les prix de l'énergie devraient rester raisonnablement stables.
- **Taux d'intérêt.** – Les banques centrales du monde entier maintiennent leurs taux d'intérêt à court terme à des niveaux exceptionnellement bas pour éviter un déraillement de la reprise économique. Nous pensons que les taux d'intérêt, sur tout l'éventail des échéances, ont fort probablement atteint leur niveau plancher, mais que seul un retour graduel des coûts d'emprunt à la normale est prévu à moyen terme.

Les coûts fonciers toujours en hausse

Dans l'immobilier, les coûts ont continué de grimper. Le graphique 9 montre bien que la valeur des terres ne cesse de croître depuis plusieurs années. Depuis 2011, les prix ont particulièrement grimpé, ce qui a entraîné une forte augmentation de la valeur nette des fermiers. En 2012 (dernières données disponibles), la valeur nette a bondi de 8 %, atteignant 341 milliards de dollars, une augmentation de 28,5 milliards de dollars des actifs ayant plus que compensé une progression de 4 milliards de dollars des passifs. Environ 90 % de la hausse de la valeur nette était attribuable à la hausse des prix fonciers.

La direction que prendront dorénavant les prix de l'immobilier des terres agricoles fait l'objet de nombreux débats. D'une part, comme les coûts d'emprunt resteront vraisemblablement bas et les performances financières des exploitations agricoles raisonnablement élevées, la situation semble propice à de nouvelles hausses de prix au cours des prochaines années. D'autre part, vu la forte baisse de l'accessibilité des terres, de plus en plus de prévisionnistes annoncent un aplatissement de la courbe d'évolution des prix en 2014, et ce, tant au Canada qu'aux États-Unis. Alors que



la majorité des gains inscrits au cours des dernières années repose sur l'amélioration des facteurs fondamentaux, les prix, quant à eux, sont peut-être allés trop loin, trop rapidement. Un certain ralentissement du marché serait donc souhaitable en ce qu'il atténuerait le risque d'une importante correction plus tard.

Des difficultés et des occasions à saisir à l'horizon

Nous avons souligné certains des facteurs qui auront une incidence à court terme sur le secteur agricole canadien. Il ne manque toutefois pas non plus de difficultés et d'occasions à long terme. L'efficacité avec laquelle le secteur fait face à ces changements sera déterminante dans sa réussite future.

L'un des principaux défis à surmonter concerne la question de la succession. Le vieillissement des travailleurs pèse sur la majorité des grands secteurs de l'économie canadienne, mais c'est dans le secteur agricole qu'il est le plus manifeste. Les données tirées de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 indiquent que l'âge moyen des fermiers a continué de grimper au cours des cinq dernières années pour atteindre un nouveau record de 54 ans. De plus, 48 % des exploitants agricoles ont 55 ans ou plus. La question de l'efficacité avec laquelle les exploitations agricoles et les processus de succession seront traités dans les prochaines années se pose donc.

Les accords de libre-échange, un facteur essentiel aux exportations

Un autre défi concerne les occasions d'accroître les échanges commerciaux hors des États-Unis. Le gouvernement fédéral canadien vient tout juste d'annoncer la

TABLEAU 2 : PRODUCTION D'ALIMENTS

	Valeur ajoutée*			Ventes			Exportations nationales**		
	Niveau 2012 (G\$ chaînés de 2007)	Var. annuelle en % 2003-12	Var. annuelle en % 2010-12	Niveau 2012 (G\$)	Var. annuelle en % 2003-12	Var. annuelle en % 2010-12	Niveau 2012 (G\$)	Var. annuelle en % 2003-12	Var. annuelle en % 2010-12
Fabrication totale	168.6	-1.1	2.4	593.8	0.6	5.7	271.2	-0.1	5.7
Prod. alimentaires, boissons et tabac	27.6	0.7	0.3	98.9	2.5	3.1	24.3	3.4	8.8
Prod. de la viande	5.8	2.4	-4.3	23.4	2.1	-1.7	5.5	2.1	2.9
Prod. laitiers	2.9	2.4	2.5	14.7	3.6	1.9	0.4	-0.7	8.0
Céréales et graines oléagineuses	2.1	4.4	10.2	10.1	5.8	17.7	6.2	13.7	22.0
Prod. liés aux fruits et légumes	2.1	-1.1	0.9	7.4	2.4	2.0	2.3	3.5	7.1
Aliments pour animaux	1.3	0.1	3.7	7.2	2.9	11.9	0.7	3.1	10.6
Sucre	1.0	-3.7	-4.3	4.1	0.6	-1.9	1.8	0.5	5.6
Boissons	5.2	1.5	2.5	10.0	1.3	3.7	0.9	-4.0	7.6
Autres (incluant le tabac)	7.2	-1.1	-0.9	21.9	1.8	2.4	6.5	1.1	5.3

* En raison des limites des données pour 2003 à 2006, le PIB réel exprimé en dollars chaînés de 2007 est utilisé pour évaluer approximativement le profil de croissance. ** Les réexportations sont exclues.

Sources : Industrie Canada, Statistique Canada et Haver Analytics

Secteur canadien de la production des aliments – un secteur à ne pas sous-estimer

- Le secteur canadien de la production des aliments et des boissons (incluant le tabac) a généré quelque 28 milliards de dollars en revenus de production et 24 milliards de dollars en revenus d'exportations nationales en 2012, sans compter les 99 milliards de dollars liés à l'expédition des produits. Il représente le plus important des grands secteurs de la fabrication, à 16,4 % (12,8 % pour les produits alimentaires et 3,6 % pour les boissons et le tabac), devant le matériel de transport (15,5 %), la machinerie (8,2 %) et la première transformation des métaux (8,1 %).
- L'importance du secteur a continué de croître durant les dix dernières années. Alors que l'ensemble du secteur canadien de la fabrication est en recul, celui des produits alimentaires et boissons est en croissance depuis que le dollar canadien a commencé à s'apprécier au début des années 2000. La production, l'expédition et les exportations de produits alimentaires et de boissons du Canada ont nettement surpassé l'ensemble des secteurs. Les segments qui mènent le bal à cet égard depuis 2003 sont ceux de la production d'aliments pour animaux, des produits laitiers et de la mouture des céréales et des graines oléagineuses.
- Le portrait est plus contrasté depuis quelques années. La croissance de la production et de l'expédition a ralenti, surtout dans le sous-secteur des produits de viande. Ce ralentissement rend compte de la réduction de la demande nationale, les exportations ayant enregistré une croissance rapide dans tous les secteurs.
- Le taux de pénétration des importations sur le marché canadien s'est accru depuis 2010. De ce fait, malgré la croissance des exportations, le déficit de la balance commerciale du Canada dans le secteur de la fabrication des produits alimentaires s'est élevé à plus de 6 milliards de dollars (en 2012).
- Des recherches menées par des groupes comme le George Morris Centre indiquent certains problèmes de plus en plus importants pour la croissance future. En plus de la concurrence plus vive qu'elles subissent en raison de la hausse de la monnaie, les sociétés canadiennes de fabrication de produits alimentaires sont généralement plus petites que leurs concurrentes internationales, ce qui nuit à leur productivité et augmente leurs coûts. Le fait qu'elles profitent de moins grandes économies d'échelle semble refléter en partie les barrières commerciales actuelles entre les provinces et la fragmentation du marché dans l'ensemble du Canada. En outre, les fabricants canadiens de produits alimentaires investissent moins, de manière générale, dans la machinerie qui améliore la productivité. Ces investissements représentent environ 60 % des investissements faits à cet égard aux États-Unis.
- Les droits et autres barrières commerciales devraient être graduellement réduits à compter de 2015 en vertu de l'entente de libre-échange Canada-Union européenne qui vient d'être annoncée. Ainsi, les pressions de la concurrence auxquelles le secteur canadien du traitement des produits alimentaires doit faire face seront plus intenses. D'un autre côté, les fabricants canadiens de produits alimentaires auront un accès accru à un marché 14 fois plus important que celui du Canada.

conclusion d'un accord de principe sur le commerce et l'investissement avec le marché commun le plus important du monde, l'Europe. Certaines prévisions indiquent un accroissement possible des exportations pour les fermiers canadiens de l'ordre de 1 milliard de dollars par année une fois que l'accord sera pleinement mis en œuvre. En plus de cibler de possibles ententes commerciales avec une multitude d'autres pays, le Canada a pu se joindre aux pourparlers multilatéraux sur le Partenariat transpacifique (PTP), ce qui pourrait donner lieu à une croissance des exportations vers d'importants pays de l'Océanie, de l'Asie et de l'Amérique du Sud. Les 12 pays qui prennent part à ces négociations représentent 40 % de l'économie mondiale.

Malgré le potentiel d'augmentation nette du commerce en général, il est inévitable que certains secteurs perdent du terrain à la suite d'un accord commercial, quel qu'il soit. Les inquiétudes étaient vives au sein du secteur agricole canadien qui craignait que la nouvelle entente soit conclue au prix du démantèlement du système de gestion des approvisionnements canadien. Les détails de l'entente Canada-Union européenne viennent tout juste d'être rendus publics au moment où nous écrivons ces lignes, mais il semble qu'un équilibre acceptable ait été trouvé. Le secteur canadien soumis à la gestion des approvisionnements restera protégé, mais les quotas de fromages européens admis sans droits tarifaires sur le marché canadien seront doublés pour passer à 30 000 tonnes. Nul doute que l'entente nécessitera d'importants ajustements pour les producteurs de fromage au pays, mais le quota ne représente tout de même que moins de 10 % du marché canadien du fromage. Il est en outre question que le gouvernement fédéral offre une compensation aux producteurs touchés.

En revanche, les tarifs seront graduellement réduits sur un certain nombre de produits alimentaires. Les producteurs canadiens de bœuf et de porc obtiendront un accès accru au marché européen qui leur était autrefois fermé par les droits onéreux et la réglementation. Selon certaines estimations, les avantages potentiels annuels pour le secteur des bovins et du porc s'élèvent respectivement à 600 millions et à 400 millions de dollars. Pour un secteur tentant de se diversifier à l'extérieur du marché américain, cette entente est une excellente nouvelle.

S'il veut profiter pleinement des ententes commerciales, le secteur agricole canadien doit continuer de miser sur la productivité. Heureusement, les investissements généraux et les dépenses en immobilisation dans la machinerie et l'équipement continuent d'augmenter, quoique surtout dans

le secteur des cultures. Par ailleurs, les dernières données de l'ENM indiquent que la taille des exploitations agricoles au Canada continue de croître, ce qui permet de plus grandes économies d'échelle. De plus, les exploitations continuent de se diversifier entre les cultures et l'élevage, ce qui contribue à les protéger contre les importantes fluctuations de leur bénéfice annuel.

Enfin, il existe d'importantes occasions d'enregistrer une plus grande valeur ajoutée pour le secteur général de l'alimentation au Canada. Les activités agricoles en amont ont longtemps fait la force du Canada, mais depuis une dizaine d'années, le secteur se diversifie de plus en plus dans le traitement alimentaire et la fabrication (voir l'encadré à la page 7). Dernièrement, cependant, la croissance de la fabrication d'aliments diminue, le dollar canadien étant resté élevé et la concurrence en provenance des producteurs des États-Unis et du monde entier augmentant. On ne saurait trop insister sur l'importance du secteur pour l'activité économique globale dans les secteurs en amont et en aval.

En conclusion

L'année 2013 devrait être une bonne année pour le secteur agricole canadien, le volume de production et les recettes monétaires agricoles étant en bonne voie d'inscrire de solides hausses. Nous nous attendons à ce que les prix se maintiennent dans l'ensemble près de leurs niveaux actuels pour les prochaines années tandis que des tensions sur les coûts s'atténueront dans certains secteurs. Bien que les règles américaines sur la déclaration du pays d'origine, entre autres problèmes, continuent de freiner le rendement dans de nombreux secteurs, la situation à court terme reste relativement positive. Les perspectives d'une expansion durable à long terme du système d'approvisionnement alimentaire canadien dépendent de plus en plus du commerce mondial, ce qui est révélateur d'une nouvelle orientation de la croissance mondiale vers les marchés émergents et des efforts importants du gouvernement fédéral pour conclure des ententes de libre-échange comme l'entente Canada-Union européenne annoncée dernièrement. Dans ce contexte, la productivité du secteur agricole est encore plus essentielle à sa réussite future.

Derek Burleton
Vice-président et économiste en chef adjoint
416-982-2514

Sonny Scarfone
Associé de recherche
416-944-5069

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.